

⑤

SENEGAL

2

Excellences, Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernements,

Madame la Présidente de la dix-septième (17^{ème}) Conférence des Parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques,

Madame le Secrétaire Exécutif de la Convention,

Mesdames, Messieurs les Représentants des Organisations internationales et intergouvernementales,

Mesdames, Messieurs les Invités

Honorables Délégués,

Mesdames et Messieurs

Permettez-moi, avant tout, de transmettre à son Excellence, Monsieur Jacob Zuma, Président de la République d'Afrique du Sud, les salutations fraternelles de son Excellence, Maitre Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, qui en raison de son calendrier national extrêmement chargé, n'a pu prendre part à ses importantes assises de Durban.

Je voudrais aussi remercier le Gouvernement et le peuple sud-africain, pour l'aimable accueil qui a été réservé à ma délégation et moi-même, depuis notre arrivée dans ce très beau pays, ainsi que pour la bonne organisation de cette conférence des Parties.

Une semaine avant l'ouverture de la Conférence, s'est éteint à Bonn, un illustre fils de l'Afrique, je veux nommer **Monsieur Mama KONATE**, Président de l'Organe subsidiaire du Conseil Scientifique et Technologique. Je m'incline devant sa mémoire et présente au peuple frère malien et à toute l'Afrique les condoléances du peuple sénégalais.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un insigne honneur de représenter à cette Conférence le Président Abdoulaye WADE, dont l'engagement sans faille pour la cause de la préservation de notre environnement se traduit par de nombreuses initiatives visant à protéger notre planète des effets pervers des changements climatiques.

En lui confiant la coordination du volet environnement du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (**NEPAD**), ses Pairs africains ont voulu miser sur son leadership dans la mobilisation pour combattre la dégradation permanente de notre écosystème, annonciatrice de

grands et profonds bouleversements pour les sociétés humaines.

Il ne fait aucun doute que ce rendez-vous de Durban constitue une étape cruciale face au péril qui menace notre planète.

Vous conviendrez donc avec moi que le temps ne joue pas à notre faveur, au regard de l'ampleur de plus en plus inquiétante des changements climatiques. Face à cette situation, nous n'avons malheureusement pas beaucoup d'alternatives. Je devrais même dire que la seule option qui nous est aujourd'hui offerte est d'accélérer le rythme de progression des négociations pour, à la fois, montrer notre volonté ferme de préserver la planète des conséquences désastreuses des changements climatiques et léguer aux générations futures une planète viable.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Il n'est point besoin d'épiloguer longtemps sur ce qui est attendu de cette 17^{ème} Conférence des Parties. L'attente majeure, ici à Durban, c'est ce que nous aurions dû réaliser il y'a de cela deux ans à Copenhague, c'est à dire nous accorder sur la configuration du futur régime sur le climat, et particulièrement sur une seconde période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto, avec

des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre juridiquement contraignants et conformes aux recommandations de la science, notamment celles contenues dans le quatrième rapport d'évaluation du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du Climat (**GIEC**). La réalisation de cette attente n'est pas hors de notre portée. Avec un peu plus de volonté, nous pouvons parfaitement y arriver.

Nous gardons toujours à l'esprit la grande déception vécue à Copenhague. L'année dernière à pareil moment, nous avons réussi à relancer le processus multilatéral, avec l'adoption des Accords de Cancún qui ont donné un souffle nouveau au processus de négociation sur le climat. Ces accords, même s'ils ne répondent pas à toutes les attentes, constituent, un pas important vers le futur régime climatique que nous appelons tous de nos vœux.

Il faut reconnaître, à cet égard, que la présidence Mexicaine a été pour beaucoup dans les progrès accompli à Cancún.

Nous n'en attendons pas moins, en terre africaine, de la présidence Sud-Africaine.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Depuis que les négociations sur le futur régime multilatéral du climat ont été lancées à Bali en 2007,

la Communauté internationale a consenti beaucoup d'effort en termes de mobilisation, de soutien financier et de travail intellectuel pour arriver à des résultats acceptables pour tous. Ces efforts ne doivent pas être vains. Nous devons certes faire preuve de responsabilité quand il s'agit de défendre les droits inaliénables de nos populations, mais nous devons aussi faire preuve de bon sens et de flexibilité quand les circonstances l'exigent, surtout en ce moment où l'inquiétude gagne de plus en plus les esprits en raison de l'incertitude qui plane sur l'avenir du protocole de Kyoto.

Les deux organes mis en place pour négocier le futur régime climatique, je veux citer le groupe de travail ad hoc sur la coopération à long terme et le groupe de travail ad hoc sur le protocole de Kyoto, ont travaillé d'arrache pied pour accomplir leur mandat conformément à la Feuille de route de Bali. Nous sommes cependant au regret de constater que leur mission tend à s'éterniser, faute d'accord sur les différents points de leur agenda et ce, au grand dam des pays les plus vulnérables qui continuent de payer un lourd tribut face aux effets pervers des changements climatiques.

L'heure est venue de démontrer notre capacité à transcender nos intérêts égoïstes et à nous unir autour de l'essentiel lorsque les événements l'exigent. C'est pourquoi, je voudrais réitérer ici,

l'engagement solennel du Sénégal à ne ménager aucun effort pour soutenir toutes initiatives allant dans le sens d'un régime climatique plus efficace, plus ambitieux et plus équitable, y compris une deuxième période d'engagement, au titre du Protocole de Kyoto.

J'insiste particulièrement sur ce point, car le protocole de Kyoto représente aujourd'hui un instrument incontournable dans la lutte contre les changements climatiques. Et comme vous le savez, au-delà des engagements juridiquement contraignants en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, la préservation du Fonds d'adaptation constitue un enjeu important pour nos pays.

En effet, le démarrage effectif des activités de ce fonds a suscité beaucoup d'espoir dans les pays en développement. Cet espoir ne doit pas être déçu. En tant que premier pays au monde à avoir bénéficié des financements du Fonds d'Adaptation, le Sénégal a le devoir moral de lutter de toutes ses forces pour la survie du protocole de Kyoto. Notre souhait le plus ardent est de voir tous les pays en développement, durement touchés par les changements climatiques, bénéficier du soutien du Fonds d'adaptation pour soulager les souffrances de leurs populations qui, chaque jour, doivent affronter, avec des moyens dérisoires, les catastrophes

occasionnées par les changements climatiques. La seule garantie juridiquement contraignante dont nous disposons à ce jour est le protocole de Kyoto, raison pour laquelle le Sénégal attache du prix à sa poursuite après 2012.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Nous ne le répèterons jamais assez. La réalisation du développement durable et l'élimination de la pauvreté demeurent les priorités de l'Afrique. Ces priorités sont difficilement réalisables dans un contexte où les changements climatiques s'érigent en obstacle à tout effort de développement. Tous les efforts déployés par notre continent pour atteindre ses objectifs de développement, y compris les Objectifs du Millénaire pour le développement, peuvent être réduits à néant.

A cet égard, je voudrais souligner l'impérieuse nécessité de convenir ici et maintenant, sur les mesures que devront prendre les pays développés, en particulier, pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de manière à limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en deçà de 2°C.

Les pays en développement pourront naturellement, et comme ils le font déjà, contribuer de façon substantielle à cet objectif sur la base du principe non négociable de la responsabilité

commune mais différenciée. Notre pays s'est engagé, dans le cadre de sa troisième communication nationale, à réfléchir sur les mesures d'atténuation appropriées au niveau national pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Cependant, l'une des conditions premières pour mettre en œuvre ces mesures réside, sans aucun doute, dans la disponibilité de ressources financières nouvelles et additionnelles, de technologies appropriées ainsi que dans le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des Etats.

A cet égard, la mise en œuvre des Accords de Cancún sur le financement et plus particulièrement l'opérationnalisation du Fonds vert pour le Climat peuvent être d'un apport considérable. Je dois souligner que nous avons suivi avec beaucoup d'intérêt les travaux du Comité transitoire qui a reçu le mandat de définir les arrangements institutionnels du Fonds vert, y comprises les modalités opératoires.

Je souhaite donc vivement que le Fonds vert pour le climat entre en action au sortir de la présente conférence. Les résultats du travail du Comité transitoire doivent être examinés avec toute l'attention nécessaire et adoptés pour éviter une entrée en vigueur tardive du fonds. L'urgence nous interpelle.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Je ne saurais terminer, sans réaffirmer l'attachement du Sénégal à la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et son protocole de Kyoto. Ces instruments doivent être soutenus et renforcés pour demeurer les fondements juridiques de l'action multilatérale contre les changements climatiques.

Pour finir, je voudrais rappeler la lourde responsabilité qui nous incombe en tant que décideurs, en ce moment crucial de l'histoire de notre planète.

Seule la sagesse et le souci d'un avenir meilleur doivent nous guider.

Nous ne devons jamais perdre de vue que les générations futures nous jugeront.

Je vous remercie de votre attention.